



# université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 17<sup>e</sup> Année - Novembre 1971 - Numéro 169 - 1 Franc

**la V<sup>e</sup> République  
stable dans**

**LA FRANCE  
EN CRISE**

---

# NOTRE ACTION FRANÇAISE

Pendant tout le mois d'octobre, les étudiants et lycéens de la région parisienne se sont manifestés pour faire connaître au public la nouvelle Action française.

## Métro

A l'occasion de la grève, distribution d'un texte analysant le syndicalisme actuel et son incapacité à défendre véritablement les travailleurs. Thème développé : la renaissance du syndicalisme à caractère corporatif (cf. Le réveil de l'aristocratie ouvrière par Philippe Dartois p. 5).

Un questionnaire joint a été distribué par nos militants aux chauffeurs de métro. Très bon accueil. A partir de quelques réponses, un dialogue fructueux s'engage.

## Congrès radical

La ville de Suresnes était décorée par des affiches d'A.F. dénonçant J.J.S.S. et ses complices (« les crabes aux pinces d'or »), histoire de faire bouillir un peu plus la marmite radicale. Bonne opération publicitaire pour nos sections de l'Ouest parisien.

## O.R.T.F.

Nos négociations avec l'O.R.T.F. au sujet d'un interview d'étudiants royalistes pour présenter le CRU ayant échouées, nous avons dû passer à l'action. Jeudi 21 octobre, nos militants ont investi pendant une heure la maison de l'O.R.T.F.. But : Informer l'opinion sur la partialité de l'O.R.T.F.. La radio et la presse ont commenté l'opération. Vingt-quatre militants ont été arrêtés après un affichage massif sur les vitres de la Maison de l'O.R.T.F.

## Francisque Gay

Plusieurs équipes d'étudiants ont perturbé samedi 23 octobre la messe célébrée à la mémoire de Francisque Gay dans l'église Saint-Séverin, en présence de nombreuses personnalités et d'anciens de la « démocratie chrétienne ».

Aux cris de « A bas l'Europe allemande » et « Pas de rues aux collabos », distribution



Collage d'affiches à la Maison de l'O.R.T.F. en vue du C.R.U.

d'un tract reproduisant une lettre de Francisque Gay avouant ses sympathies pro-allemandes, pour protester contre l'inauguration d'une rue portant son nom.

Des policiers ont envahi l'église et procédé à quatre interpellations, après de courtes bagarres ayant fait un blessé parmi nos camarades. La presse commente largement l'opération.

## C.R.U.

Grâce à un effort suivi, la presse a fait écho à la campagne en vue de la préparation du Congrès Royaliste Universitaire.

C'est en nous manifestant sans cesse à l'opinion que nous pourrions imposer notre « image de marque ».

## AVIS A NOS ABONNÉS

Nous procédons actuellement à la relance de tous nos lecteurs dont l'abonnement est arrivé à échéance au cours de ces derniers mois. Pour faciliter cette opération et la remise en ordre définitive de notre fichier, nous leur demandons de répondre très rapidement au questionnaire qui leur a été envoyé et de nous fixer ainsi sur leurs intentions. Ceci leur permettra également de n'avoir aucune interruption dans le service de notre journal.

## BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer à A.F. Université, 17 rue des Petits Champs PARIS 1<sup>er</sup>

Je demande à recevoir A.F. Université pendant ..... an(s)  
à compter du mois de ..... et verse la somme de .....

|      |          |         |  |
|------|----------|---------|--|
| 21 F | normal   | — 2 ans |  |
| 15 F | étudiant | — 2 ans |  |
| 12 F | normal   | — 1 an  |  |
| 9 F  | étudiant | — 1 an  |  |

(mettre  
une  
croix  
dans la  
case  
correspon-  
dante)

(majoration de 5 F pour un abonnement sous enveloppe)

par : 

|                       |  |
|-----------------------|--|
| chèque bancaire joint |  |
| chèque postal joint   |  |
| (Paris 1918-59)       |  |
| mandat-lettre joint   |  |

M. - Mme - Mlle NOM | | | | | | | | | |

PRENOM | | | | | | | | | |

RUE OU LIEUDIT | | | | | | | | | |

N° | | | | | | | | | |

COMMUNE | | | | | | | | | |

DEPARTEMENT | | | |

Fait le ..... à .....

Signature :



**EDITORIAL****la V<sup>e</sup> République  
stable dans****LA FRANCE EN CRISE**

Les scandales financiers éblouissent le régime ; la crise monétaire internationale dégrade les économies occidentales ; les problèmes de la protection de la nature se font plus pressants ; l'enseignement est sans cesse dévalorisé, ... On ne peut dire que les sujets à traiter soient peu nombreux. Or, que fait la classe politique pour en venir à bout ? Rien. Ou plutôt : elle cause...

De congrès en colloques, de rencontres en manifestations, la classe politique a repris cet automne le jeu bien connu où elle excelle, et qui est de travailler uniquement à sa propre définition, à sa carrière, à sa survie de classe politique.

\*\*

Du côté des tenants du pouvoir, le souci numéro UN consiste à rechercher la perfection (ou du moins à le faire croire) par un moralisme de façade. Les gaullistes de gauche s'épurent les uns les autres en espérant épurer un jour proche tout l'U.D.R. Le gouvernement cherche à pousser hors du bercail les brebis galeuses mouillées dans les scandales, ce qui est aussi le souci des giscardiens, étant bien entendu que c'est toujours le parti « allié » qui doit procéder à la plus forte purge. Ainsi disposera-t-on de quelques nouveaux strapontins pour régénérer une majorité bien fatiguée.

L'opposition « démocratique » se trouve en pleine tragédie racinienne : les radicaux intégristes aiment les socialistes, qui aiment les communistes, qui aiment le peuple, ... lequel n'aime pas les radicaux intégristes, puisque J.J.S.S. l'a dit. Ces ébats peuvent durer longtemps. Ils n'influeront pas sur le devenir français.

Le Parti communiste a produit un « programme de gouvernement démocratique », très analytique, mais qui n'apporte rien de bien nouveau. Le P.C. s'installe dans le légalisme électoral. La Constitution de 1958 a légitimé le rôle des partis. Il en profite à fond ; c'est tout à fait normal et dans l'ordre républicain des choses. Au passage, il administre la preuve qu'il connaît mieux que Pompidou la liste des dossiers en souffrance.

Pour les uns et les autres, il s'agit finalement, par le jeu des alliances et des oppositions, de comptabiliser le maximum de suffrages aux élections législatives de 1973. Les intentions et les programmes ne sont manifestés qu'en égard aux répercussions

qu'ils peuvent entraîner sur l'opinion publique. Pas la moindre stratégie de gouvernement sinon les vieilles panacées européiste ou marxiste. Il faudrait esquisser des schémas utiles pour la France. Nous ne constatons rien de semblable dans les déclarations des partis.

\*\*

Pendant ce même temps, où les partis s'entre-déchirent pour la galerie, des décisions sont tout de même prises, des lois sont votées, des réglementations paraissent. Le Parlement laisse passer à peu près toute la politique de la haute administration. Ainsi pour l'aide judiciaire, la réforme de la filiation, le conventionnement des médecins, le budget de l'Etat, etc... Ces lois, qui asservissent de plus en plus les Français aux bureaux omnipotents, ne sont jamais arrêtées par le personnel politique. « Il n'y a pas dans la République de frein à la République » (Maurras). Ainsi le Régime poursuit-il librement sa carrière.

Bien sûr, ces messieurs se disputent aigrement ; bien sûr, il y a des canailles et des escrocs parmi eux. Mais avez-vous vu sur les chantiers de terrassement ces compresseurs bruyants, malodorants, sales et dégoûtants de cambouis ? On croirait qu'ils vont sauter d'une minute à l'autre ! Pourtant ça ne saute pas, et ils font un travail très efficace !

Tant que le Régime fonctionne, on ne peut pas dire qu'il y a crise de régime en se basant seulement sur ses sous-produits : vénalité, concussion, gérontocratie. Il n'empêche que la France est malade à la fois de son Régime et de ses sous-produits. Comment l'en guérir ?

\*\*

L'Action française propose des solutions. Surtout elle en prouve l'efficacité en les soumettant au contrôle de la raison et au verdict de l'expérience. Ces solutions, nous les mettons au point dans notre institut de recherche, nous les enseignerons dans nos cercles d'études, nous les appliquerons en prenant position parmi les Français actifs.

Cette œuvre aboutira quand les partis ne contrôleront plus l'appareil d'Etat. Mais il est primordial de nous engager dès maintenant sur cette voie afin d'être prêts, avec le Roi, à royaliser la Nation.

**Michel LEDOYEN**

# institutions et partis politiques

Après une pause de deux ans, la France entre de nouveau en période électorale. Dans seize mois, le gouvernement actuel va remettre en cause non seulement son existence mais également l'ensemble des institutions de la V<sup>e</sup> République. Pratique stupide, qui ressemble fort au jeu de la roulette russe très en vogue au siècle dernier, car la stabilité politique que nous connaissons depuis bientôt dix ans dépend tout entière de l'existence, au sein de l'Assemblée nationale, d'un groupe disposant de la majorité absolue.

## le problème constitutionnel

En réaction contre l'instabilité ministérielle de la IV<sup>e</sup> République, la Constitution de 1958 a prévu un certain nombre de garde-fou, en même temps qu'elle renforçait considérablement le pouvoir exécutif. Les pouvoirs du Président de la République ont été renforcés par la reconnaissance qui lui est faite de prendre un certain nombre de décisions sans avoir à se soumettre au contreseing : il en est ainsi pour la nomination du Premier ministre, l'exercice du droit de dissolution et la décision d'appliquer l'article 16. Parallèlement, les pouvoirs du Parlement ont été limités, en particulier par l'article 34 qui définit un domaine de la loi. Cependant, l'essentiel du régime parlementaire demeure puisque le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale. Sans doute cette responsabilité a-t-elle été « organisée » de manière à ce que sa mise en jeu soit plus difficile qu'auparavant. Les règles concernant la motion de censure, en particulier, soumettent son dépôt à des conditions qu'il n'est pas toujours aisé de remplir, comme la pratique politique de la V<sup>e</sup> République l'a montré.

Il n'en reste pas moins que toutes les finesses de la Constitution ne serviraient à rien si la structure de l'Assemblée nationale venait à être bouleversée. L'arrivée au Palais-Bourbon d'une multiplicité de partis, dont aucun ne pourrait obtenir la majorité, reposerait le problème épineux des coalitions contre-nature, qui, comme l'expérience de la IV<sup>e</sup> République l'a montré, ne durent jamais longtemps. Quant à l'hypothèse de l'élection d'une « majorité législative » différente de la « majorité présidentielle », elle poserait purement et simplement le problème du régime. Contraint de choisir un Premier ministre issu de la nouvelle majorité, le Président de la République ne pourrait, constitutionnellement exiger sa démission en cas de conflit. Resterait la dissolution qui a une chance sur deux d'aboutir à une confirmation du vote précédent. En ce cas, le Président de la République n'aurait plus qu'à laisser le gouvernement « déterminer et conduire la politique de la Nation », comme le dit l'article 20, ou bien, en invoquant le suffrage universel qui l'a porté au pouvoir tenter une opération brutale contre des députés également issus du suffrage universel. Tels sont les risques que court le chef de l'Etat, le gouvernement et le régime tout entier aux prochaines élections.

Reste à savoir quelle est l'importance du risque, quelles sont les chances respectives des principaux partis.

On dira peut-être qu'une telle analyse à tou-

tes les chances de se révéler caduque à la veille des élections : les états-majors commentent à peine à s'agiter et beaucoup d'événements peuvent, d'ici 1973, bouleverser toutes les données. Sans nier les facteurs d'incertitude, il est cependant possible de faire un certain nombre de pronostics, en fonction des tendances passées et de celles qui se dégagent de la situation politique présente. Nous sommes actuellement, et nous serons sans doute dans seize mois, en présence de trois courants politiques importants : la majorité actuelle, le mouvement dit « réformateur » et l'opposition de gauche et d'extrême-gauche. Ces courants, on le sait, sont loin de former des blocs monolithiques et la première question qui se pose est de savoir dans quelle mesure ils parviendront à se présenter unis aux prochaines élections.

## prospective électorale

En ce qui concerne la majorité, un certain nombre de commentateurs se sont fait depuis longtemps une spécialité d'annoncer que l'éclatement était pour le lendemain et ceci depuis... 1962. Le fameux « oui... mais » de Giscard en 1967 suscita de nombreux espoirs, puis la retraite du général de Gaulle, « seul fondateur de la majorité », puis la fondation du groupe « Présence et action du gaullisme », et de nouveau, depuis cet été, l'attitude des Républicains indépendants. Mais, comme nous l'écrivions le mois dernier, il s'agit là de luttes de clans qui devraient disparaître lorsque le moment sera venu d'engager le combat contre l'opposition. Comme le disait Pompidou récemment, « la cohésion est plus profitable que la division » : la division entraînerait les Giscardiens dans la défaite générale alors que l'unité permet au moins de conserver ce que l'on a. Donc, sauf dans l'hypothèse où une grave affaire nationale viendrait provoquer brusquement une scission au sein de la majorité, celle-ci présentera en 1973 un front commun.

Face à ce front, une gauche sans doute unie, car c'est l'intérêt de Mitterrand comme du Parti communiste et, d'autre part, un mouvement « réformateur » dont Servan-Schreiber rêve de prendre la tête, contre la classe politique traditionnelle, mouvement qui constitue une donnée nouvelle et qui, un jour ou l'autre, prendra une place importante dans la vie politique républicaine. Quoi qu'il en soit, l'opposition — classique ou « réformatrice » — aura une partie difficile à jouer aux prochaines élections. C'est que le parti « gaulliste » n'est pas un parti comme les autres. Ce n'est ni un parti idéologique, ni un parti de classe, ni l'expression d'un groupe d'intérêts. Chacun peut au contraire y trouver un motif de satisfaction idéologique, même si ce motif n'est pas le même pour tous ; son électoral mêle des représentants de toutes les classes et de tous les groupes socio-professionnels. Comme le montre très clairement Jean Charlot (1), l'U.D.R. est un parti d'électeurs qui, parce qu'il ne trouvait en face de lui que des partis de militants ou de notables, est rapidement devenu un parti dominant. Parti qui a su rassembler dans un même bloc la plupart des « modérés » et un nombre important de centristes. D'où une ascen-

sion constante et très rapide depuis les élections de 1962.

Face à ce « phénomène majoritaire » extrêmement dynamique, la gauche présente un certain nombre de handicaps. Elle est d'abord gênée par le mode de scrutin, qui avantage l'actuelle majorité, et par le fait que cette dernière dispose de l'appui du pouvoir. Elle est ensuite desservie par un parti communiste qui, malgré des résultats non négligeables, n'a pas encore réussi à imposer dans l'opinion publique, une image de marque totalement rassurante. Enfin, le Parti Radical de Servan-Schreiber risque fort de lui enlever un nombre important de voix. La partie est donc bien loin d'être gagnée pour l'opposition même si, comme certains l'avaient, elle parvient à arracher à l'actuelle majorité une centaine de sièges. Logiquement la coalition U.D.R. - Républicains Indépendants devrait conserver le pouvoir bien que, répétons-le, un événement dramatique ou une maladresse tactique puisse toujours provoquer un bouleversement électoral.

Les institutions de la V<sup>e</sup> République seront-elles, de ce fait, assurées pour longtemps ? Il serait hasardeux de l'affirmer. La décennie actuelle verra encore, dans la meilleure hypothèse, une élection présidentielle et de nouvelles législatives, et chaque consultation présentera des risques importants pour le régime tout entier. Et l'avènement d'un régime bi-partisan, que certains se plaisent à annoncer, n'effacerait pas tous les dangers que recèle la Constitution. Encore faudrait-il que ce régime bi-partisan caractérisé par l'existence de deux grands « partis d'électeurs » parvienne à s'établir, ce qui est moins que certain quand on sait que la classe politique classique, qui pourrait former ces deux partis, est soumise à la pression des « réformateurs ». Le renforcement probable de ce mouvement ne viendra-t-il pas un jour bouleverser une règle du jeu qui était en train de se clarifier ?

Mais quelles que soient les éventualités que recèle l'avenir, il serait dangereux, à court terme, d'axer toute notre stratégie en fonction de la crise interne des institutions de la V<sup>e</sup> République.

Il ne peut plus être question pour nous d'attendre l'événement. Si la crise du régime survient plus tôt que prévu, nous saurons l'utiliser à notre profit. Mais nous ne pouvons fonder tout notre combat sur un événement qui peut fort bien ne pas se produire avant dix ou vingt ans. Il nous faut donc créer l'événement, montrer les conséquences catastrophiques d'un régime stable, d'un régime qui présente les apparences de l'ordre. Car l'unité de la majorité ne doit pas faire oublier son inaptitude totale à comprendre les problèmes de la société française, car la stabilité du régime n'est que conservatisme, car ce régime « d'ordre » suscite en fait les plus grands désordres.

La V<sup>e</sup> République a réussi à s'installer confortablement dans une société en crise, malgré une tentative de rejet. La seconde crise pourrait lui être fatale, si nous savons la préparer.

Bertrand RENOUVIN

(1) « Le Gaullisme », par Jean Charlot (Coll. U. Armand Colin).

# le réveil de l'aristocratie ouvrière

Oui, les Parisiens en avaient marre. Oui, cette grève a coûté très cher. Oui, mais...

Mais cette grève de seize jours est un événement considérable. Ils ne sont peut-être que deux mille, ces « aristos du métro » que vilipendait un tract grotesque des C.D.R., mais ils ont mis en échec le gouvernement et les bureaucraties syndicales. Ils ont osé se battre pour leur *corporation*, et non leur « classe ». Ils ont ressuscité, pour la grande peur des bien-votants, le spectre de l'anarcho-syndicalisme.

## le hallali

### des conservateurs

Pour bien se convaincre de l'impact réel du mouvement revendicatif des conducteurs de la R.A.T.P., il suffit de dresser une petite revue de presse. Tenons-nous en au *Figaro*, et concédons un petit extra à Pierre Drouin, du *Monde* :

1) « Cette grève est dangereuse parce qu'elle met en cause l'autorité du syndicalisme, la valeur de ses engagements, autrement dit sa représentativité réelle. Comment, en effet, engager désormais des négociations contractuelles avec des organisations aussi ouvertement bafouées par leurs propres mandants ? » (Michel Hamelet, *Le Figaro*, 13 octobre).

2) « Ne risque-t-on pas de voir tomber en désuétude cette politique contractuelle qui commence à faire aujourd'hui la preuve de son efficacité ? (...) Que se passerait-il si, avec la perte d'influence — voire de conscience — des grandes centrales, devait apparaître une floraison de syndicats catégoriels n'ayant d'autres soucis que de défendre les intérêts corporatifs d'un groupe restreint de salariés ? » (Michel Jacques, *Le Figaro*, 13 octobre).

3) « L'état d'esprit corporatiste, dont cette catégorie n'a pas au reste le monopole, s'affiche ainsi une fois de plus avec une véhémence inquiétante pour l'avenir de la représentation ouvrière ». Avec cette chute assez ignoble : « Des mouvements comme celui que les Parisiens subissent ne peuvent qu'inciter les responsables de la gestion du métro à hâter la mise en place de la conduite automatique ». (Pierre Drouin, *Le Monde*, 14 octobre).

C'est très bien vu. La remise en cause des bureaucrates syndicaux d'abord, désavoués et hués par la quasi-totalité de leur électorat habituel :

— En premier lieu, la C.G.T., la grande vaincue, qui espérait compter comme à l'accoutumée sur le tiers des effectifs des conducteurs, est doublement bafouée puisque non seulement son syndicat R.A.T.P. avait conseillé la reprise du travail dès le 12, mais aussi son bureau confédéral escomptant à l'occasion influencer sur le cours des événements en jetant son poids dans la balance. L'ineffable Salini, dans l'*Humanité* du 15, avait beau se persuader que « la C.G.T. avait marqué aux conducteurs cette solidarité profonde qui porte le nom de solidarité de classe », lesdits conducteurs, sourds à son baratin, se moquaient éperduement d'une telle solidarité, pour ne vouloir et réaliser dans l'unité que la leur, à eux conducteurs du métro, sans plus.

— C'est ce que n'a pas compris non plus la C.F.D.T., assez incohérente, qui s'est selon sa nouvelle habitude, mise à la remorque de la C.G.T. pour ensuite laisser les grévistes se déterminer eux-mêmes, tout en déplorant l'aspect purement catégoriel du mouvement revendicatif, et en souhaitant son extension à toute la R.A.T.P. L'idéologie, sur ces deux points, a primé sur la réalité. La C.F.D.T. s'est montrée fidèle à elle-même.

En fait, les syndicats n'ont guère su à quel saint se vouer. S'ils ont d'abord suivi l'initiative du Syndicat autonome Traction (majoritaire) en prévision des proches élections professionnelles, les préoccupations intrinsèques à leurs stratégies confédérales ont fini par les dissuader à la longue de suivre cette voie, quitte à faire montre de la plus grande incohérence.

Et puis le gouvernement... Car, comme le constatent avec dépit les journalistes « sociaux » du *Figaro*, c'est toute la politique contractuelle qui est remise en cause, si les syndicats ne peuvent plus assumer leur rôle d'interlocuteurs privilégiés. C'est tout le système, c'est tout l'ordre social de la « nouvelle société » qui s'effondre, si l'un de ses piliers fondamentaux, la C.G.T., s'écroule. Or le Gouvernement, en l'occurrence, se trouvait dans le plus grand embarras : il pouvait difficilement, selon son habitude en de telles circonstances, agiter le spectre du fallacieux danger P.C.-C.G.T... Il lui était difficile également de céder aux revendications : c'eût été mettre le feu aux poudres et déclencher une série de conflits en chaîne. Sans doute Chaban escomptait-il voir l'opinion publique s'exaspérer à la longue. En vain, malgré les boute-feu des journaux conservateurs, des C.D.R. et de l'U.D.R. (1).

Ainsi aura-t-on vu ces jours-ci les rouages mêmes de l'ordre bureau-technocratique mis à nu, ne fut-ce que par l'étonnant soutien du *Figaro* à la C.G.T., et la grande trouille devant l'ennemi abhorré : la réaction corporative.

## Un mouvement corporatif

Car c'est bien d'un mouvement purement corporatif qu'il s'agit.

Les conducteurs du métro, jusqu'à présent, figuraient sur la grille des salaires de la R.A.T.P. à côté des agents de maîtrise. Leurs énormes responsabilités, leurs horaires spéciaux, leur recrutement par voie de concours, tout cela leur avait donné un certain « esprit de caste ».

Or, en juillet, après vingt-cinq séances d'après négociations, la direction de la régie décidait de modifier la grille des salaires dans le sens d'une augmentation des conducteurs, mais en les décalant désormais de dix-sept points par rapport aux agents de maîtrise sur lesquels ils étaient jusqu'alors alignés. C'était inadmissible pour les conducteurs. Et, le 9 septembre, le secrétaire général adjoint des Autonomes, Luc Gallinotti, réunit la commission exécutive de son syndicat et propose la grève illimitée. Elle est décidée pour le 5 octobre.

Pierre Drouin, ennemi juré du réflexe corporatif, en a fort bien analysé les motivations : « Le salaire, il faut se le rappeler de

plus en plus, n'est pas seulement considéré en soi mais dans une zone de relations avec d'autres salaires proches. La rémunération est un élément du statut social. C'est parce qu'elle a touché à ce statut en déplaçant quelques pions sur la grille que la R.A.T.P. subit aujourd'hui l'assaut des conducteurs. Ce ne sont même plus les droits acquis qui sont en cause mais le rang acquis, considéré comme intouchable ».

## Renaissance du syndicalisme révolutionnaire

Tout ceci n'est pas sans rappeler (2) la grève sauvage des ouvriers spécialisés de Renault au Mans, en mai dernier. Souvenez-vous de cette soudaine « prise de conscience » des O.S. déclenchant, pour la première fois, un mouvement revendicatif corporatif pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Souvenez-vous des délégués syndicaux conspués par leur base, des explications foireuses de la C.G.T., du souci pour la C.F.D.T. d'étendre le conflit : la similitude est frappante. Et pour cause.

Ce sont là, à n'en pas douter, les symptômes d'un inéluctable retour au syndicalisme révolutionnaire. C'est ce que ne peuvent comprendre les idéo-bureaucrates des centrales syndicales. Jusqu'à présent, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, la massification progressive des chaînes de production leur avait donné la partie belle : l'appareil communiste avait eu tout loisir d'encadrer et de mener par le bout du nez les masses ouvrières par le biais de ses garde-chiourmes permanents et de structures bureaucratiques à toute épreuve.

Seulement, depuis quelques années, cette massification s'étiole petit-à-petit. Spécialisation progressive de certaines catégories ouvrières, création d'industries « de pointe », prise de conscience par certains travailleurs des réciprocity sociales que devraient entraîner leurs qualifications : tout cela finit par faire oublier à une bonne partie de la clientèle syndicale les mythiques intérêts d'une « classe » par trop artificielle, et leur faire préférer les leurs propres, ceux qu'ils sont plus que tous autres aptes à connaître et à défendre, leurs intérêts particuliers. En bon français, leurs privilèges.

Cela, évidemment, ne peut se faire que par dessus l'épaule des pantins confédéraux. D'où la grande angoisse des bureaucraties syndicales. Et d'où — le rôle représentatif des syndicats dénié —, la grande angoisse des gouvernants de voir s'effriter un « ordre » factice mais combien rassurant.

Quant à nous, nous ne pouvons qu'applaudir. Tout cela, nous l'avons souhaité et voulu depuis que nous existons. Et maintenant que se dresse cette aristocratie ouvrière (3) dont Maurras appelait l'avènement, tournons-nous vers elle : les voilà, ces Français actifs avec lesquels nous ferons la France de demain.

Philippe DARTOIS

(1) Le député U.D.R. Bouchacourt s'est distingué en demandant la limitation du droit de grève.

(2) Cf. N.A.F. du 2-6-71.

(3) Cf. les articles de B. Renouvin dans les N.A.F. du 7 et du 14-7-71.

# DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE A

## entretien avec Nicolas Kayanakis

L'histoire de la guerre d'Algérie a connu, ces dernières semaines, un brusque regain d'intérêt. Livres, journaux, radio ont traité de la question. Il était nécessaire que nous revenions, nous aussi, sur ce drame de notre histoire nationale afin d'en tirer les leçons. Aussi sommes-nous allés interroger Nicolas Kayanakis dont le témoignage nous intéresse à double titre : combattant de l'Algérie française (lieutenant de parachutistes, puis chef de l'O.A.S. Métro/Jeu-nes et proche collaborateur du capitaine Sergent) et maurassien (Secrétaire général des étudiants d'A.F. jusqu'en 1954, il a rejoint la Nouvelle Action Française à son lancement).

A.F.U.

**A.F.U. :** Pensez-vous qu'il soit désormais possible de faire une analyse objective de la guerre d'Algérie ?

**N. K. :** Je pense qu'il est possible — si on s'en tient aux événements importants et à leur enchaînement — de faire une analyse objective de la guerre d'Algérie. Sur certains points très controversés, comme la fusillade de la rue d'Isly, il est probable qu'on ne saura jamais l'entière vérité, c'est-à-dire qu'on ne saura jamais qui a tiré le premier. Mais je ne pense pas que cela ait beaucoup d'importance. Ce qui est important dans le phénomène de la rue d'Isly, ce sont les massacres. De ceci, je déduis la volonté — de la part des autorités françaises — de faire qu'il y ait massacre. Mais je ne dis pas que ce sont nos adversaires qui ont tiré les premiers.

En tout cas, je crois qu'il est possible de

faire une analyse d'ensemble de la guerre d'Algérie, à condition de l'avoir vécue. Je suis persuadé que des officiers de l'O.A.S. et du F.L.N. tomberaient d'accord sur cette analyse qui n'aurait pas grand rapport avec celles qu'on peut lire aujourd'hui dans la presse.

**A.F.U. :** Au moment du combat pour l'Algérie française, jusqu'à quand avez-vous cru à la possibilité du succès final ?

Pensez-vous que des erreurs aient été commises ?

**N. K. :** Pour répondre à votre question, il est indispensable de distinguer, dans l'engagement d'un combattant, la part de la volonté et celle de la raison. Pour autant que l'on s'accorde au cours du combat le droit de remettre en question les raisons de l'engagement, je dois dire très sincèrement que — au moins au niveau de l'unité à laquelle j'appartenais — nous n'avons pas cru à la défaite possible jusqu'aux derniers jours. Les raisons de croire au succès étaient importantes : il n'était pas facile d'imaginer comment l'Algérie pourrait être vidée de 1 ou 2 millions d'hommes sans sombrer dans le chaos. A cet égard, l'abandon de l'Algérie était un véritable non-sens. Ensuite, je me trouvais dans une situation particulière. Bien entendu, nous avions accusé le coup après les arrestations successives de Degueldre, Jouhaud et Salan, après celle du lieutenant Godot en métropole où il était avec Sergent le chef le plus efficace ; mais j'étais pour ma part à la tête d'une unité qui marchait très bien, qui marchait même de mieux en mieux et dont la détermination était telle qu'elle allait, malgré mon arrestation en mai 1962, continuer d'exécuter les opérations que j'avais préparées avec elle.

L'Algérie était certes le mobile premier de notre engagement, mais à cette occasion nous avions tout mis en cause et nous n'avions pas du tout l'intention de nous arrêter en chemin. D'ailleurs, la guerre continuait, je dis guerre et je dirais presque guerre étrangère, la monstruosité de De Gaulle ayant consisté à faire passer l'état français à l'ennemi. Nous ne pouvions considérer la guerre comme terminée du seul fait que nous étions en prison pour les uns ou voués à y être envoyé pour les autres. Ceci dit, avant d'entrer dans l'O.A.S. où l'action primait tout, j'avais pensé que des erreurs étaient commises.

**A.F.U. :** Lesquelles ?

**N. K. :** La stratégie du putsch d'avril 1961, par exemple. Cette stratégie comportait une contradiction qui vouait le putsch à l'échec. L'opération Challe a prétendu circonscrire le problème au théâtre algérien ; dès lors, l'échec était fatal : on voulait à la fois s'insurger contre l'Etat jusqu'à prendre l'initiative de gagner la guerre et de faire une paix française en Algérie et cependant on refusait d'attaquer cet Etat en son centre, c'est-à-dire à Paris, pour le détruire. Une telle stratégie conduisait fatalement à deux seules issues : ou bien finir par vouloir, malgré la conception initiale, détruire

l'Etat gaulliste (l'opération après coup, sans le bénéfice de la surprise était infiniment plus risquée et certainement plus sanglante), ou bien se condamner à l'échec.

**A.F.U. :** Vous avez été secrétaire général des étudiants d'A.F.. Or, vous semblez mettre en cause l'un des schémas stratégiques classiques de l'A.F. Vous étiez officier d'active et vous n'hésitez pas à porter des jugements sévères sur le corps militaire et sur des chefs militaires. Pouvez-vous donc nous expliquer votre cheminement intellectuel de l'A.F. à l'armée et de l'armée à l'O.A.S. ?

**N. K. :** J'ai quitté la direction des étudiants d'A.F. en 1954. Pour ma génération d'étudiant, l'A.F. en 1954. Pour ma génération. Nous voulions refaire la France et pour cela restaurer la monarchie. Nous avions le sentiment d'avoir raison mais nous étions incapables de nous contenter d'avoir raison contre l'événement. Nous nous sommes battus jusqu'au bout, en y croyant, pour l'Algérie ; de même, en 1954 nous avons été de ceux qui jusqu'au bout avaient cru qu'il était possible de garder l'Indochine. C'est cette attitude commune qui, par des chemins parfois différents, va conduire de l'A.F. à l'O.A.S. aussi bien un certain nombre de cadres étudiants de 1954 que la plupart des intellectuels parfois très connus qui en 1954 entouraient encore l'A.F. Dien-Bien-Phu tombée un vendredi 7 mai 1954, nous étions prêts à tout contre l'Etat qui avait permis ce désastre. Tout cela ne pouvait être seulement la fessée que Pleven et Laniel avaient reçue à Pâques en 1954.

La direction de l'A.F. considérait comme un succès d'avoir obtenu la célébration d'un service funèbre à Notre-Dame au lendemain de Dien-Bien-Phu. Nous n'étions plus aptes à nous satisfaire de tels résultats. Nous avons tenu en juillet le deuxième camp Maxime Réal Del Sarte à Manosque. Pour la plupart d'entre nous, il allait être le dernier. Alors que se tenait ce camp, Mendès livrait à Genève l'Indochine.

Nos « activités » nous apparaissaient dérisoires. Nous ne mettions pas en cause notre doctrine mais elle nous laissait amers : prévenus mieux que d'autres de la défaite possible, nous n'avions pas su l'éviter. En fait, ce que nous avons mis en cause alors n'était pas notre doctrine — nous allions individuellement y rester fidèles envers et contre tout, même dans l'isolement — mais l'intérêt politique réel d'un mouvement limité à la rédaction et la diffusion d'un journal. Peu après, éclatait la crise Boutang : son départ d'Aspects déliait un peu plus nos attaches avec les « amis d'Aspects » qui allaient devenir un peu plus tard la Restauration Nationale.

En bref, au niveau des idées, j'étais maurassien et je le suis resté ainsi que bien d'autres qui suivront des chemins analogues. Sans doute avons-nous chacun sur le plan personnel, professionnel suivi des itinéraires qui fatalement nous inséraient dans la réalité sociale de la France contemporaine ; nous n'avons pas

**AF université**

Amitiés Françaises Universitaires

Edité par S.N.P.F.

17, Rue des Petits Champs  
PARIS 1<sup>er</sup>

Directeur : Michel Ledoyen

Directeur de la publication :  
Yvan Aumont

Abonnement d'un an :

12 F — Etudiants : 9 F

De deux ans :

21 F — Etudiants : 15 F

C.C.P. A. F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne

5, Rue Macdonald, 18 - Sancerre

# A.N.A.F.

éprouvé pour autant le besoin d'adapter nos idées aux intérêts de nos carrières comme l'avaient fait si souvent des militants d'A.F. passés dans le siècle.

Peu après, la guerre d'Algérie éclatait. Nous allions les uns et les autres successivement rejoindre l'Armée et l'Algérie, que ce soit dans l'active ou au titre des réserves. Il nous semblait que la France y était réfugiée et à défaut de pouvoir utilement contribuer, à Paris, à renverser l'état des choses, nous nous sommes efforcés de faire à notre niveau, c'est-à-dire humblement, notre travail de soldat. Notre révérence à l'égard de l'Armée n'était pas idéologique. Nous en vivions quotidiennement les valeurs et les limites, valeurs d'un autre ordre — je veux dire supérieures — que celles de nos pauvres combats antérieurs ; limites non moins certaines : ainsi un corps des officiers médiocre (nous ne serons pas étonnés de voir De Gaulle trouver dans les bureaux de l'Armée « militaire » assez de badernes qui quitteraient pour la première fois depuis 1945 — alors que la France n'avait cessé de se battre — la métropole en 1961 ou 1962 pour aller trahir en Algérie). En somme, nous n'étions pas capables d'être maurrassiens seulement au niveau des idées.

Nous allions faire, passivement d'abord, puis de manière de plus en plus active, des expériences qui nous découvriraient peu à peu les voies nécessaires pour prendre le pouvoir et restaurer la France.

**A.F.U. :** Vous pensez donc que la stratégie de prise du pouvoir a évolué au cours des quinze dernières années ?

**N. K. :** Le 13 mai 1958 a prouvé qu'il suffisait de peu d'hommes décidés embrayant sur une crise pour prendre le pouvoir. Pour peu, bien entendu, que le pouvoir soit défaillant, élément non négligeable que les activistes du parti de l'Algérie française allaient vite oublier : le pouvoir leur avait été soufflé — parce qu'ils n'étaient pas sérieux — par le gang gaulliste qui était parvenu à concilier des réseaux limités, mais très soudés, un minimum d'existence officielle dans l'opposition et la participation au pouvoir dans quelques secteurs-clés (défense nationale avec Chaban-Delmas).

Le gaullisme allait transformer à la fois les données du problème algérien et celles d'une éventuelle prise du pouvoir. La quatrième république avait perdu l'Indochine plus par incapacité à la garder que par la volonté délibérée de la perdre. Elle n'avait pas voulu perdre l'Algérie, elle était tout aussi incapable de faire la guerre que de faire la paix. La volonté contre-nature de De Gaulle allait faire que la guerre gagnée sur le terrain par l'Armée conduirait cependant à la perte de l'Algérie. Au cours des crises qui vont se succéder de 1958 à 1962, à chaque assaut mené pourtant le plus souvent par des forces légères, l'Etat chanceliera : à l'automne 60, lors du voyage de De Gaulle en Algérie, — il faillit ne pas en revenir ; au putsch d'avril 61 — comme plus tard en mai 68. Chaque fois, la survie de l'Etat républicain ne tiendra qu'à la volonté d'un homme et de quelques fidèles obscurs (les ministres ne sont pas obscurs). Cette analyse ne sera pratiquement faite par presque personne jusqu'en 1962. Dès le printemps 1958, quelques

anciens étudiants d'A.F. et moi-même avions conçu l'essentiel de la seule stratégie possible pour garder l'Algérie : négliger le combat politique de surface pour constituer une armature souterraine susceptible d'encadrer utilement la part positive des réactions spontanées que pieds noirs, militaires ou quelques civils métropolitains pourraient avoir contre une éventuelle politique gaulliste d'abandon de l'Algérie.

Nous allions nous heurter pendant trois ans à un mur d'incompréhension : public d'extrême-droite ne résistant pas à la seule satisfaction de clamer son opposition, politiciens « Algérie Française » au niveau de menues réunions publiques ou au niveau de l'élection. Peu à peu, nous allions cependant rencontrer dans quelques cercles militaires (réseau d'action Centurion) ou mixtes (anciens d'Indochine, « Armée-Nation ») des réactions analogues aux nôtres. Autour de ces éléments aux effectifs très peu nombreux allaient se constituer les premiers réseaux qui seraient la trame de l'O.A.S./Métro, après le putsch d'avril 1961, notamment dans le sud-ouest où je me trouvais alors. Mais nous n'avions que quinze mois d'avril 61 à juin 62 pour à la fois nous organiser, fatalement dans la précipitation — alors qu'une organisation clandestine a besoin de longs délais pour être efficace — et cependant intervenir directement, car l'Algérie ne pouvait attendre.

**A.F.U. :** Vous venez de nous expliquer votre cheminement de la R.N. à l'O.A.S. Mais pourquoi, après vous être tenu longtemps éloigné des « organisations » d'A.F., avez-vous rallié la N.A.F. lors de sa création ?

**N. K. :** Je pense que la réussite d'un mouvement politique dépend de la conjonction de quatre éléments : une doctrine, une éthique, une stratégie, un outil. A l'O.A.S., j'ai rencontré l'outil mais cet outil a précédé la stratégie alors que c'est le contraire qui devrait se produire. L'éthique, je ne l'ai vécue qu'à l'O.M.J. et c'est, à vrai dire, le plus difficile des éléments à constituer. Encore faut-il garder l'esprit clair et ne pas prétendre ériger une éthique en doctrine — c'est une déviation possible — ni prétendre que l'éthique sans doctrine suffirait. Il n'en demeure pas moins que, jamais pendant la guerre d'Algérie, la doctrine d'A.F. n'a été remplacée. Et c'est pourquoi j'ai toujours considéré l'A.F. d'après-guerre comme un centre de formation doctrinal irremplaçable.

J'ai appris la scission par hasard et je suis allé voir le défilé de Jeanne d'Arc. Au point de vue du nombre, j'ai eu l'impression que la R.N. dépassait légèrement la N.A.F. Mais l'âge de ceux qui défilaient avec la R.N. m'a convaincu qu'en tant que centre de formation doctrinal, la R.N. allait fatalement disparaître. J'ai lu le dossier « Pays Légal, Pays Réel » : j'y ai trouvé pour la première fois depuis de nombreuses années une capacité certaine à examiner sans œillères le réel des phénomènes sociologiques français sans pour autant abandonner l'éclairage doctrinal nécessaire quand on ne prétend pas seulement faire... des études, mais étudier le terrain sur lequel on se bat.

J'ai assisté à la première session d'études stratégiques. J'y ai retrouvé, plus directement vécues, les mêmes impressions : des hommes sûrs de leur doctrine et simultanément appliqués à examiner le réel sans préjugés pour y déceler les failles par lesquelles il faudrait passer vers le pouvoir. Rien d'essentiel au niveau des idées ne m'avait jamais séparé de l'A.F. Je trouvais enfin à la N.A.F., à tout le moins, l'espérance qu'on pourrait y concevoir la stratégie de la prise du pouvoir. Mon adhésion, dès lors allait de soi. J'ai peu l'habitude de regarder de mon balcon un spectacle d'action quand elle peut devenir efficace.

**A.F.U. :** Mais quel cas faites-vous de l'accusation de gauchisme ?

**N. K. :** Gauchisme ? Qui en parle ? en 1962, j'étais déjà un « gauchiste d'A.F. » pour avoir

peu de goût pour les rodomontades d'« Europe-action » : j'avais osé étudier le plus attentivement possible les conditions politiques nouvelles résultant de la société de consommation.

Il faut distinguer dans l'explosion de mai 1968 les raisons profondes qui ont permis cette explosion (il s'agit essentiellement du malaise éprouvé par toute une jeunesse débouchant sur une société sans âme), l'exploitation politique qui en a été réussie par les gauchistes (alors que nous n'étions pas prêts pour intervenir utilement) et la dérivation qui en est résultée : le rejet par une fraction de la jeunesse de toute discipline et de toute responsabilité sociale. (Il faut être logique et ne pas rejeter une société sans âme en réclamant cependant des carrières garanties par la sécurité sociale).

En tout état de cause si dans une situation analogue à celle de 1968 il faut avoir le courage de ne pas choisir entre les deux camps, je suis inapte à coopérer avec les gaullistes ou avec les flics.

**A.F.U. :** Maintenant, avec le recul du temps, à quand fixez-vous la date de la perte de l'Algérie ?

**N. K. :** Tout bien pesé, l'Algérie a été perdue le 13 mai 1958 : alors ont été créées les conditions permettant à l'agent objectif de l'ennemi — De Gaulle — de réussir son sinistre projet. Cependant jusqu'aux derniers jours du printemps 1962, je vous l'ai dit, nous n'avons pas cru à la perte de l'Algérie. Je vais beaucoup plus loin : de toute ma raison — une raison qui tient au fond de l'être — je dis que l'Algérie n'est et ne sera jamais perdue.

**A.F.U. :** Vous pouvez préciser ?

**N. K. :** Je précise : pas plus que l'Alsace n'a été perdue de 1870 à 1918 (un demi-siècle). Ceux qui, au vingtième siècle, ne pensent que grands espaces et vastes empires me permettront de ne pas voir dans la Méditerranée un obstacle infranchissable à l'intégration dans le même pays de provinces situées sur ses rives nord et sud et si l'on considère les problèmes raciaux, il y a certes moins de différences entre un paysan de Kabylie et un paysan de Provence qu'entre un Provençal et un Alsacien.

Elaboré sous la direction de l'Institut de Politique Nationale, le « petit manuel » à l'usage des militants est un « polycopié » renfermant les connaissances élémentaires qu'un militant, ou un sympathisant, ne peut pas se permettre d'ignorer. Parution en trois fascicules au cours de l'année scolaire 1971-72. 1 — La France ; 2 — Les grands courants politiques contemporains ; 3 — L'Action française.

## BON DE COMMANDE

NOM .....

Adresse .....

Je désire ..... exemplaire(s) du « petit manuel » :

— Formule 1 (10 F) : ..... F

— Formule 2 (4 F) première partie : ..... F

C.C.P. N.A.F., Paris 642-31

On ne peut rien comprendre à notre engagement total pour l'Algérie si l'on met en doute que nous avons considéré les Algériens comme des Français et dans l'instant comme des Français prioritaires dans nos cœurs parce que menacés. Je sais que le drapeau français ne flotte plus à Alger, je sais que pour des décades peut-être il n'est pas aisé d'imaginer le regroupement de la France métropolitaine et de l'Algérie dans le cadre d'une même souveraineté. En 1962, un crime a brisé la nation française. Un tronçon en est détaché et peut le demeurer longtemps, mais dans une famille, quand des enfants s'en vont et — renieraient-ils leur père —, ils ne cessent pour autant d'appartenir à la famille et d'y être attendus. Le sentiment que j'exprime ici a été partagé par pratiquement tous les cadres de l'O.A.S. que j'ai connus et qui ont maintenu contre vents et marées leur engagement au-delà de la dé faite instantanée de 1962. Notre combat était *politique* justement parce qu'il visait à défendre le lien politique fondamental, celui qui nous fait, pour reprendre une expression de Bou-tang, « *naître ici et non ailleurs* » : les Algériens sont nés en France, ce lien échappe aux volontés particulières. Il ne pouvait être saisi par l'idéologue De Gaulle qui n'avait de la France qu'une « idée ».

**A.F.U. :** Pratiquement, quelle doit être la politique actuelle de la France vis-à-vis de l'Etat algérien ?

**N. K. :** La France a des devoirs vis-à-vis des Algériens qui sont des citoyens égarés. Elle n'en a aucun vis-à-vis de l'Etat algérien qui est formellement le principal obstacle à un retour à l'état naturel des choses. C'est dire qu'il faut à la fois tout mettre en œuvre pour ne pas rompre les liens qui nous ont unis à l'Algérie, mais il ne s'agit pas pour autant de s'incliner devant la moindre exigence des responsables actuels d'Alger. La situation est ambiguë : les responsables actuels d'Alger sont l'obstacle premier à une future réintégration, ils sont cependant de fait les gérants provisoires des intérêts de nos compatriotes là-bas. Nous ne pourrions trancher cette contradiction qu'en approchant le problème algérien dans le cadre d'un nouveau dessein qui cependant se relie à la tradition colonisatrice de la France, sa tradition romaine que la république a permise sans parvenir à la maîtriser. Les colonies françaises ont été un cadeau empoisonné fait par des Français à la république. Celle-ci ne peut dans une certaine mesure préserver l'intérêt national que par l'intermédiaire d'un militarisme jacobin. Incapable d'intégrer de nouvelles provinces dans la diversité, elle était condamnée à les maintenir dans la dépendance.

ce, à les perdre ou à être noyée, — si elle avait joué loyalement son jeu démocratique —, par un électorat qui, avant le temps d'une intégration profonde aurait été hétérogène.

La perte de notre souveraineté sur l'Afrique nous condamne, en un sens heureusement, à reprendre le problème sous un nouvel angle. De Gaulle projetait son Europe de l'Oural à l'Atlantique : il ne croyait plus à l'avenir indépendant de la France et était persuadé d'un acheminement fatal au communisme ; son seul souci de la nation le conduisait à vouloir cet acheminement en douceur. C'est ce qu'il avait déclaré au général de Beaufort dès avant 1962. Nous l'avions publié en 1962 dans « Appel de la France », édition clandestine de l'O.A.S. ; personne, là encore ne voulut nous croire ; nul ne doute aujourd'hui que nous ayons eu sur ce plan-là raison. Nous définissions en même temps ce qui pourrait être la direction de développement de notre politique étrangère : opposer à l'axe est-ouest des misères l'axe nord-sud de la prospérité et de la paix.

La crise monétaire actuelle traduit le déclin des Etats-Unis par rapport aux pays d'Europe occidentale et au Japon, déjà le produit national brut par habitant de la France ou de l'Allemagne approche celui des Américains. On peut imaginer que dans dix ans les Etats-Unis auront perdu leur *imperium* ; celui-ci aura éclaté au profit du Japon, de l'Allemagne et de la France. En Europe les puissances de la France et de l'Allemagne sont relativement voisines, mais l'Allemagne approche de la saturation de ses moyens alors que la France en est très éloignée. Dans ce contexte, on peut envisager une grande politique (pourvu que nous ayons un Etat qui la définisse et la conduise) : elle consisterait à mettre en œuvre les ressources françaises au profit et cela va de soi, de la France d'abord mais aussi des pays africains qui ont été et qui restent plus ou moins encore dans sa mouvance.

Ainsi pourrait être reprise l'évolution cassée par De Gaulle en 1958-1962 et qui aurait conduit à la constitution autour de la Méditerranée occidentale d'un ensemble exemplaire qui aurait brisé l'attraction exercée actuellement par les régimes marxistes sur les pays du Tiers-monde. Cet ensemble, multi-national dans un premier temps, pourrait bien devenir la première puissance mondiale. La France — et au-delà d'elle l'Algérie — y exercerait une souveraineté de fait. La réintégration de l'Algérie pourrait ainsi progressivement s'opérer pour peu, bien entendu, que d'ici là nous ayons échappé aux tentations démocratiques de souveraineté — actuellement en vigueur.

(Propos recueillis par  
Ivan BELLENGER)

La *nouvelle Action française* a choisi, pour commencer cette année, de proposer le thème « tradition et progrès » à la réflexion de ses militants et sympathisants. Cela peut paraître bien abstrait, bien philosophique, et certes ce l'est pour une part. Mais, dans un temps où on se donne de moins en moins le loisir de réfléchir, il est utile de rompre avec la médiocrité générale pour s'élever à la hauteur des questions qui engagent le destin de chacun et de tous.

Si l'on va d'emblée au fond de la question, c'est-à-dire si on la considère au niveau ontologique, le couple « tradition et progrès » apparaît directement lié à la situation de l'homme immergé dans le temps, dans un présent à la fois riche de tout un passé et ouvert sur l'avenir. C'est donc fondamentalement au cœur de l'existence personnelle que se vit cette nécessité d'assumer passé, présent et avenir puisque c'est une donnée constitutive de l'être humain. Nous abordons par là le mystère de la personne qui perdure dans le temps, qui reste elle-même malgré le flux irréversible du devenir. Pour cette raison, elle est capable d'assumer dans un présent qui incessamment deviendra passé, un serment, une promesse qui l'engagera pour toujours. La mémoire permet cette merveille qui hausse l'homme infiniment au-dessus de toute la nature. Elle lui rend présent cette décision qu'il a prise, il y a longtemps déjà, et qu'il ne peut rompre qu'en se désavouant.

Il n'y a ainsi rien de plus triste que l'amnésie. Quel sort est plus pitoyable que celui du voyageur sans bagages » à la recherche toujours vaine de son passé qui est son être enfoui dans un oubli terrifiant ? Une vraie brisure de l'être !

La tradition est la mémoire collective des peuples. Un peuple qui se coupe de son passé est dans la situation d'un homme qui souhaiterait devenir amnésique. « Du passé faisons table rase, dit la chanson. Je fais ce programme de l'amnésie ». (Charles Maurras).

Ceux qui prétendent que l'avenir ne s'impose qu'en brisant avec le passé, s'ils étaient logiques avec eux-mêmes, devraient souhaiter l'amnésie pour eux-mêmes. Leur prétention est un crime contre l'être. Dérisoire bien sûr, car rien ne fera contre leur situation dans le temps.

Réfléchir à la notion de « temps » ramène vite à Parménide et Héraclite, à la question du changement et de l'immutabilité de l'être, du multiple et de l'un. Si les hommes, si les peuples perdaient mémoires et traditions, rien ne leur ferait surnager au-dessus de l'universel changement, de l'incessante mutation des éléments de la nature, rien ne leur permettrait de se fixer en une permanence d'unité qui défie le changeant multiple. Il n'y aurait plus d'êtres, plus de personnalités possibles.

C'est bien pourquoi la Révolution dans son sens métaphysique a la haine du passé : elle se définit par le goût du néant.

C'est bien pourquoi nos technocrates veulent détruire notre passé national : ils refusent de reconnaître notre être national pour se plonger avec délices dans un avenir anonyme et

Mais par contre-coup, une certaine conception passéiste de l'histoire a aussi un goût de

**35<sup>F</sup>** BULLETIN  
D'ABONNEMENT  
à la N.A.F. HEBDO

NOM | | | | | | | | | | Prénom | | | | | | | | | |

M. - Mme - Mlle

Rue ou lieudit | | | | | | | | | | N° | | | |[illegible]

Verse la somme de 35 francs par :

- Chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)
- Chèque bancaire joint.
- Mandat-lettre joint

Date et  
signature :

# REFLEXIONS SUR TRADITION ET PROGRES

mort. Pour s'en convaincre, il faut relire les pages de Maurras sur Chateaubriand. L'auteur de René n'est pas un traditionaliste, c'est un passéiste. Ce qu'il aime dans le passé n'est pas le vivant, le fécond, le transmissible, mais le passé mort, celui qui ne revivra plus. La tradition implique un mouvement qui restitue quelque chose au présent comme promesse d'avenir, le passéisme implique une attitude de croque-mort devant l'histoire.

Sur le plan psychologique, la présence du passé à la mémoire n'implique pas que ce passé soit accepté intégralement comme digne de toutes les louanges. La mémoire est critique. Les expériences malheureuses sont des leçons, les expériences heureuses des exemples qui permettront à la personne de se mieux gouverner dans le futur, éventuellement de donner un vigoureux coup de gouvernail pour abandonner la voie dangereuse.

Le passéisme, à la limite, voudrait priver l'histoire de tout avenir, la fixer. Son attitude est aussi suicidaire sinon plus que celle du progressisme amnésique, car la vie est dans le mouvement. Seulement il faudrait que ce mouvement soit un progrès, un développement et non une régression.

La pensée humaine ne progresse que grâce à la capitalisation des acquis du passé. S'il fallait à chaque génération reprendre toute recherche à zéro comme si recommençait le premier jour de la création, aucune science ne serait possible.

Cela est vrai dans tous les domaines de la pensée et de la recherche. En philosophie, dans les sciences de la vie, dans celles de la nature. Certes, l'intelligence doit garder sa naïveté originelle, toutes ses facultés d'étonnement pour conserver intacte son ouverture au réel. Mais cette disponibilité d'esprit est parfaitement conciliable avec l'acquis des connaissances, la tradition scientifique à condition que celle-ci soit critique.

Le fait que les données acquises ne soient pas complètes, que certaines soient sujettes à révision ne prouve rien contre la nécessité de la tradition. Sans elle, on ne connaîtrait pas la nécessité de critiquer sans cesse les énoncés des sciences.

Les savants du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>, livrés à l'orgueil de leurs découvertes, se figuraient qu'ils allaient balayer toutes les croyances et ridiculiser les philosophies d'antan. L'expérience accumulée depuis lors a disposé leurs successeurs à plus d'humilité. La perspective de l'histoire du savoir aurait dispensé nos scientifiques de prétentions que l'avenir a ridiculisées.

Tout étudiant en philosophie sait l'aide irremplaçable qu'apporte la tradition cultivée dans une « école ». Ceux qui ne sont attentifs qu'à la dernière nouveauté sont condamnés aux balbutiements infantiles et orgueilleux.

Il faut bien prendre garde que la « tradition » des sciences profanes est d'une nature radicalement différente de celle de la tradition telle que l'entend la théologie catholique. Cette

dernière se réfère en effet à une révélation achevée à la mort du dernier apôtre. La transmission de cette révélation est confiée à une hiérarchie investie d'un charisme d'infailibilité qui lui permet d'enseigner avec autorité, de redonner la révélation en toute fidélité.

Dans les sciences profanes, aucune autorité ne peut se prévaloir d'un charisme d'infailibilité. Seule compte l'intelligence livrée à ses propres critères de vérité. La tradition ne peut elle-même prétendre faire autorité parce qu'elle est la tradition. La seule autorité qui compte en ce domaine est celle de la raison.

L'argument d'autorité ne vaut rien comme argument. Il peut constituer tout au plus une présomption.

La civilisation selon Maurras se fonde sur la capitalisation et la transmission des biens matériels et moraux accomplies par un groupe humain. En ce qui concerne les liens spirituels, la capitalisation s'appelle la tradition. On pourrait la définir comme la mémoire vivante du passé.

Il faut bien prendre garde que cette mémoire est d'ordre intellectuel même si elle se mêle d'un sentiment ému de pitié pour les Pères de notre esprit et de notre cœur. Une mémoire intellectuelle se réfère à des repères précis. Elle ne se confond nullement avec le ridicule inconscient collectif lié au patrimoine génétique d'une race, dont certains voudraient faire le fond de la civilisation. Comme si l'entreprise fondamentale consistait pour nous à retrouver les structures inconscientes de la race « aryenne », oubliées depuis des millénaires, sorte de « tradition oubliée » mais souterrainement présente !

On ne peut que rire de telles fariboles. Notre tradition, celle que nous défendons parce qu'elle est le plus précieux des biens, se réfère à des monuments connus, à des œuvres qui sont les pédagogues de nos intelligences. Platon, Aristote, Sophocle, Augustin d'Hippone, Thomas d'Aquin, Bossuet, Comte, Maurras, voilà nos références, voilà les relais vivants et sûrs de notre tradition.

Il existe un faux traditionalisme, une conception erronée de la tradition. Félicité de Lamennais, le père du progressisme chrétien, avant de devenir prophète d'un nouveau messianisme humanitaire, avait incarné ce faux traditionalisme. Il n'est pas sans intérêt d'étudier ce premier état de sa pensée pour définir ce qui n'est pas la tradition telle que nous l'entendons.

Le premier Lamennais, comme d'ailleurs le premier Lamartine, le premier Victor Hugo, se déclare royaliste disciple de Bonald et de Maistre. Il entend réagir en effet contre l'indifférence moderne engendrée par le rationalisme et l'individualisme révolutionnaires. Selon lui, le propre de ce rationalisme est de refuser une vérité séparée, c'est-à-dire une vérité dont la saisie ne soit pas le fait de l'intelligence laissée à ses seules ressources. La logique de ce rationalisme est bien entendu l'arreligion, puisque le propre de la religion est de se référer à une révélation extérieure aux données de la raison.

Le remède à ce rationalisme tient, toujours selon notre Lamennais première manière, dans

la tradition. Par la tradition, la vérité est connue comme une révélation extérieure à l'intelligence. Cette révélation n'est autre que celle donnée aux premiers hommes, dont les échos sont parvenus jusqu'à nous et dont la révélation chrétienne n'a été qu'une reduplication.

Sa transmission se fait par voie d'autorité, par l'autorité patriarcale qui en a été investie dépositaire lors de la création. Dans cette perspective, la vérité se transmet comme un pur objet qui, livré à la critique et l'assimilation personnelle, risque toujours de s'altérer et se corrompre. Une pure passivité s'impose donc devant l'autorité patriarcale dont les paroles sont des dogmes.

Des dogmes religieux et profanes. L'autorité patriarcale réside dans la personne du pape et des rois.

Si Lamennais va se convertir au progressisme, c'est parce que la Restauration n'a pas été suffisamment « ultra ». Déçu par le pape et par le roi, il ne faut pas croire qu'il va pour autant adhérer à la pensée rationaliste. Bien au contraire. D'une position déraisonnable, il va passer à une position aussi absurde, si non plus. Les rois ne sont plus capables d'exprimer la conscience des peuples. C'est donc désormais au peuple adulte d'exprimer le sens commun de l'humanité puisque ces chefs ont cessé d'être les oracles.

Ainsi, la liberté succède à l'autorité, la liberté instinctive jaillie de la conscience des masses.

Notre tradition n'a rien à voir avec celle de Lamennais, essentiellement antiintellectualiste. La tradition est pour lui un remède à la faiblesse radicale de la raison, tandis qu'elle ne constitue rien d'autre pour nous que l'intelligence de l'histoire.

C'est Charles Maurras qui a surtout fait ressortir la nécessité de la tradition entendue dans ce sens-là. Préoccupé de science politique, il a découvert que son seul champ d'expérimentation était l'histoire et que l'observation des événements historiques permettait de découvrir les lois du bon fonctionnement de la cité. La tradition critique est donc la recherche méthodique des mécanismes qui rendent l'histoire compréhensible, et dont la connaissance permet d'orienter et de maintenir le présent et l'avenir.

Lorsque quelqu'un se prétend traditionaliste, il faut toujours vérifier : l'est-il dans le sens de Lamennais ou dans celui de Maurras ?

Dans le sens de Maurras, le traditionaliste est forcément un homme de progrès, puisque seule la tradition permet la maîtrise du futur.

Pour ce qui est de nous, de l'Action française que nous avons à mener et à développer, nous avons à nous montrer maurrassiens en vérité, en hommes de tradition et de progrès.

Nous ne le serons que par une connaissance non point superficielle, mais totale, de notre tradition. Nous le serons aussi en cherchant dans notre propre passé les leçons dont nous ferons notre profit pour préparer la victoire désirée par toutes les générations d'Action française.

Gérard LECLERC

# le sport à l'université :

## UNE CONDAMNATION A MORT

Sous couvert de vouloir « faire réellement faire du sport au plus grand nombre », M. Comité vient d'enterrer définitivement tout espoir de développement des activités physiques et sportives dans l'enseignement public. La décision de favoriser l'essor des clubs civils au détriment de l'Université est le terme d'une longue évolution commencée en 1960.

La question du sport, que l'intellectualisme abâtardi de l'enseignement français pousse la majorité de nos citoyens dits « cultivés » à considérer comme mineure, revêt en réalité une importance croissante. D'abord parce que l'équilibre d'un être humain exige de lui une certaine activité physique que le rythme actuel de l'existence, dans notre civilisation, rend de plus en plus nécessaire à sa survie ; ensuite parce que le sport tient une place majeure dans le flot d'information déversé par les mass-media, et qu'il influe à ce titre sur tout notre conditionnement.

Il importe donc d'étudier le phénomène « sport » dans sa dimension politique, c'est-à-dire au-delà de ses vertus hygiéniques, en relation avec une politique globale de la jeunesse, de l'aménagement des loisirs et des équipements collectifs, dans une optique de critique constructive pour servir notre propagande et notre implantation.

Le cas particulier du sport à l'université peut-il faire office de tremplin efficace ?

### Quel sport ? et pour qui ?

La diffusion de la télévision aidant, la déroute des représentants français aux Jeux Olympiques de Rome avait alors décidé le pouvoir à promouvoir une vaste politique dont le seul but avoué était de ramasser des médailles. Aux tenants de ce sport-spectacle s'opposent les tenants du sport « de masse » ; cependant les uns comme les autres ont de ce problème un point de vue faussé par les dogmes démocratiques.

J.-F. Revel écrivait il y a cinq ans dans l'Express que le sport ouvrait la voie à la xénophobie, au racisme, au fascisme. Phrase logique dans la bouche d'un esthète de gauche pour qui le confort douillet d'un fauteuil Léviton est plus habituel que l'effort musculaire. Il n'en demeure pas moins qu'aux quatre coins du monde, les Etats mettent un point d'honneur à voir leurs ressortissants sortir vainqueurs des portes du stade, et qu'en maintes circonstances l'honneur national a été invoqué. L'hystérie des foules, la bêtise des reportages, la sombre inutilité qui se dégage de ces affrontements stériles n'a d'égale que la colère des maurrassiens à voir baptiser « nationalisme » cette recherche d'une gloriole factice et désolante.

Particulièrement pour les pays pauvres, ou maintenus en dehors du concert international, le sport a depuis longtemps constitué un ambassadeur de choix. Les champions sont pris en charge par l'Armée, par divers organismes étatiques ; ils sont choyés, grassement entretenus, gardés à l'écart des désordres environ-

nants. Le budget alloué à la préparation des champions dans les disciplines olympiques, travail qui débute souvent à l'école primaire, est jugé aussi prioritaire que le budget de la défense. Le sport est un instrument de propagande irremplaçable.

Les querelles autour de l'exclusion de l'Afrique du Sud, de la présence des deux Allemands, de l'exécution des hymnes nationaux, l'utilisation de quelques médaillés par les mouvements noirs américains, tout cela relève du stupide principe des nationalités et fait ressembler le Comité International Olympique à une espèce de sous-O.N.U. vouée aux mêmes chimères démocratiques.

En 1896, envoyé par la Gazette de France aux premiers jeux à Athènes, un jeune journaliste du nom de Charles Maurras notait que la répugnance qu'il pouvait éprouver à l'égard de l'internationalisme benêt du baron de Coubertin n'était peut-être pas entièrement justifiée, et que les luttes du stade pouvaient être à même de conforter les Nations plutôt que de les dissoudre. Mais ce qui était vrai au spectacle de quelques hurluberlus en bermudas dans la ville de Péricle ne l'était déjà plus quatre années plus tard, quand les Jeux se déroulèrent à Paris dans une ambiance de Foire du Trône. A Grenoble, en 1968, le même esprit mercantile dominait. De nos jours, le sport est partout affaire d'Etat ; fonctionnaires ou hommes-sandwiches, les champions ne sont plus que des paladins de cirque, amuseurs au service du système ou de ses avatars.

Où se trouve l'élite en France ? Protégée par l'Etat entretenue sur des crédits occultes, prise en charge par des associations pseudo-corporatives à la recherche de médailles, ou par des clubs de banlieue désireux de s'attribuer des vedettes, ils constituent un prolétariat doré où l'accident musculaire n'est pas couvert par la Sécurité Sociale, où le reclassement est plus que problématique après une carrière moyennement réussie. La détresse de ces esclaves du cirque, stipendiés par l'Etat au temps de leur gloire, abandonnés ensuite à leur triste sort en essayant de se raccrocher à un quelconque emploi subalterne, ne suscite pas encore l'émoi des pleureuses. Leur qualité d'« amateur marron » ne les différencie guère des professionnels, dont la situation sociale n'est guère plus brillante. A part quelques réussites spectaculaires de champions retirés du service, combien de chômeurs, de désœuvrés, voire de délinquants ! La querelle entre amateurisme et professionnalisme est une écume sur la boue. Au niveau de la compétition, il faut être fortement motivé et pleinement conscient pour rester amateur, c'est-à-dire communier avec le modèle du sportif parfaitement désintéressé, symbole aristocratique d'un engagement loyal et gratuit.

### Pour une politique sportive française

Il en existe encore beaucoup en Grande-Bretagne, et quelques-uns, éparpillés en France. Les seuls endroits où ils peuvent faire entendre leurs voix sont les clubs universitaires, principales victimes du projet de loi actuel.

Aux U.S.A., les Universités, fortement indépendantes, sont les principales pépinières de champions. La loi Faure, voulant préfigurer l'Université modèle de demain, n'a rien prévu en la matière : le sujet a, encore une fois, été considéré comme secondaire. La seule initiative prise en faveur des étudiants capables de pratiquer le sport à haut niveau a été la création du Collège d'Athlètes, qui est vite devenu un abri pour désœuvrés en rupture de bachot.

Parallèlement, les clubs universitaires et les associations sportives de Facultés, malgré quelques divergences, progressaient et entretenaient un état d'esprit communautaire turbulent et irrespectueux qui ne pouvait que déplaire au ministre. Tout rassemblement s'effectuant hors de la main-mise de l'Etat républicain devait être combattu par celui-ci ; ainsi le sport universitaire, seul vestige de l'esprit amateur, a été définitivement sacrifié au profit de la massification des activités physiques.

Ainsi les professeurs d'éducation physique, formés pour être des pédagogues, seront versés dans des clubs civils où ils auront principalement affaire à des travailleurs qui au sortir d'une journée de fatigue, viendront se changer les idées et n'auront guère envie de consentir à subir une discipline extérieure. Cela, les professeurs d'éducation physique le savent et n'acceptent pas de se voir confier un travail pour lequel ils n'ont pas été formés.

Il nous faut passer au stade des propositions. Décharger l'Etat de ses emprises tentaculaires, c'est, dans le domaine du sport, supprimer le système des fédérations subventionnées et contrôlées. C'est la fin de la recherche d'une gloire factice par les victoires aux Championnats du Monde. On peut penser à la série de mesures suivantes :

- Suppression de toute aide au sport professionnel, qui aurait un statut comparable à celui des entreprises ordinaires. Ceux qui auront choisi cette profession pourront s'associer pour revendiquer un statut analogue à celui des comédiens.

- Suppression de toute dépense relative aux Jeux Olympiques et autre manifestations à grand spectacle ; de même pour les investissements relatifs à des installations somptueuses qui ne seraient pas utilisables par tout un chacun.

- Décentralisation totale du budget des sports, ce qui permettrait de ne pas se limiter aux seules disciplines olympiques, et de faire revivre certaines activités locales traditionnelles.

- Mesures fiscales en faveur des entreprises participant au financement des sports, loisirs de plein air et activités culturelles de façon générale.

- Autonomie des universités, qui permettrait à certaines d'entre elles d'intégrer largement le sport à leur programme.

- Extension du rôle de l'Armée en ce domaine, en relation avec une réforme globale du service national.

L'ensemble de ces mesures permettrait de bâtir, sur le plan des activités physiques, une série d'organismes libres, reconstituant les communautés naturelles où le réel esprit sportif pourrait renaître et prospérer.

Philippe-Henri DUROCHER

# LA CITE INTERNATIONALE DE L'UNIVERSITE DE PARIS

## un bouillon de culture

Selon le vœu du sénateur Honnorat, la Cité fut fondée durant l'entre-deux-guerres pour devenir un « lieu de rencontre et d'amitié internationales ». Elle regroupe aujourd'hui environ six mille étudiants (dont un tiers de Français) répartis entre trente-cinq pavillons dont la gestion dépend soit du pays ou de l'organisme fondateur, soit d'une Fondation Nationale. Les étudiants sont regroupés en Comités de résidents et en Assemblée Générale Internationale.

N'en déplaise à feu M. Honnorat, la Cité est aujourd'hui un lieu d'oppression où les groupes révolutionnaires règnent en maître. Si l'on met de côté les « boums », le nouveau résident est sollicité par de multiples « meetings de solidarité avec la lutte du peuple X » dont l'éventail est particulièrement vaste : quand les masses sont lassées de l'Indochine, on passe à la Palestine ou à l'Iran... Si le groupe communiste se contente de faire signer des pétitions, les autres groupes (mouvements gauchistes français et unions d'étudiants étrangers — surtout celles du Maroc et de l'Afrique noire) recourent aux manifestations et grèves de la faim. Seuls « détonent » les Cambodgiens et les Vietnamiens dont les attaques au sabre contre les révolutionnaires sont restées célèbres. Les autres opposants se font beaucoup plus discrets.

Mis à part les ciné-clubs, très nombreux et offrant des films de qualité, l'oppression culturelle est évidente. Un seul modèle de culture est proposé par le Centre Culturel International, sans aucun lien avec les racines nationales des résidents étrangers. Un « préchi-précha » humanitariste et universaliste, aujourd'hui relayé par les dogmes marxistes, pousse chacun à « laisser au vestiaire » tout ce qui



le différencie, lui, les gens de son pays, et à devenir un individu déparcellisé. Or, pour apporter un enrichissement réciproque, la coopération culturelle suppose une affirmation des caractères propres et non l'effacement des particularismes nationaux. La politique du C.C.I. va très loin : présenter un film ou une exposition sur la culture, les us et coutumes d'un pays est considéré comme la justification

de la « politique de répression » de ce pays. Ainsi, l'administration refuse le théâtre de la Cité aux Cambodgiens qui voulaient fêter le Nouvel An, mais permet fréquemment des meetings sur la lutte des peuples indochinois !

Quant à la société française, l'étudiant étranger n'en connaît que le Quartier Latin et la presse révolutionnaire. Allant de soirée en soirée dans le meilleur des cas, de meeting en meeting dans l'autre, il aura vécu trois ans en vase clos. Il pourra même faire un très bon cadre marxiste, utilisable à longue échéance de retour dans son pays. Jamais il n'aura eu l'occasion de rencontrer d'autres étudiants dans des structures d'accueil qui ne soient pas marxistes. Actuellement, l'administration s'efforce de reprendre en mains la Cité en expulsant les éléments les plus en vue et les plus bruyants. Si cela réussit, la Cité deviendra un dortoir-ghetto jusqu'à la prochaine fois...

Pour proposer des solutions à long terme, il faudrait replacer le problème de la Cité dans son cadre général : accueil des étudiants étrangers en France, logement des étudiants, organisation des loisirs. A court terme, il nous faut favoriser toutes les rencontres avec les étudiants étrangers, en particulier ceux des Etats francophones. Sinon, à quoi bon parler de francophonie, si les pays africains sont dirigés par des gens qui ont appris le marxisme en France. Si nous ne voulons pas être considérés comme des intrus sur les campus, commençons par y loger. Une fois cet objectif atteint, nous pourrions envisager de transformer la C.I.U.P. en lieu d'amitié et de rayonnement de la culture française.

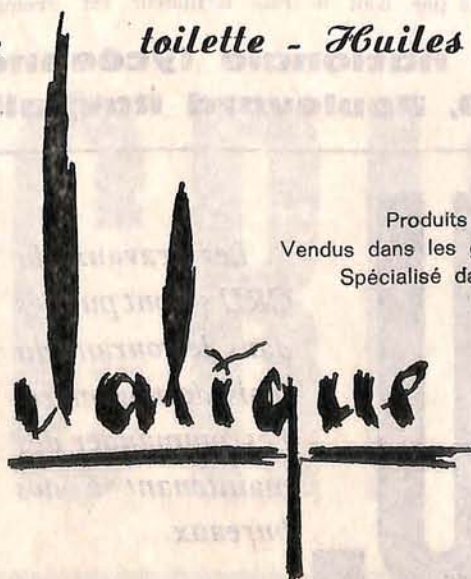
Pierre SOLENAS

Parfums - Eaux de

toilette - Huiles parfumées

**DO - MI - DO**  
**YALIKA**

parfumeur :



Produits de classe internationale  
Vendus dans les grands magasins et en pharmacie  
Spécialisé dans les cadeaux d'entreprise  
Remises N.A.F.

46, rue de Prony

92 - ASNIERES — 793.25.91

# NON A LA SEPARATION DE L'ECOLE ET DE LA VIE

Lorsque ce numéro paraîtra, le premier Congrès Royaliste Universitaire sera terminé. Il aura marqué une nouvelle étape de cette conquête de l'intelligence que nous nous sommes assignés cet été. Mais il ne suffit pas de réaliser une percée dans le monde des Facultés si nous ne poursuivons pas parallèlement le travail d'implantation dans les lycées, déjà entrepris avec bonheur par l'U.N.L.A.C. avec Francis Bertin. Nous serions d'autant plus inexcusables que la situation catastrophique du lycée peut être utilisée comme un levier pour amener des changements profonds.

N'en déplaise aux conservateurs du désordre établi, il est bon que le lycée démocratique, à l'image de cet animal préhistorique qui dans sa stupidité se dévorait les pieds, périclisse victime de ses propres contradictions. Prenons un exemple : l'enseignement républicain a prétendu, sous couleur d'égalité des chances, donner dans le second degré le même type d'instruction à tous les Français et, pour réaliser ce programme, les enfermer dans des serres chaudes à l'écart de la vie pour leur faire ingurgiter des programmes encyclopédiques. Mais les faits sont têtus. Les lycéens s'obstinent à ne pas être tous taillés sur le même patron et à mal assimiler ces programmes-standard. De plus, ils sentent ce qu'a d'artificiel un enseignement qui prétend en faire des érudits pluri-disciplinaires dans l'immédiat, des chômeurs intellectuels quelques années plus tard.

Face à une telle situation, une des premières tâches de l'U.N.L.A.C. (ainsi que du groupe enseignant en formation) est de dénoncer cette situation en montrant comment l'enseignement pourrait être relié aux réalités quotidiennes. Une campagne doit être faite pour réclamer que les établissements scolaires soient divisés en unités plus petites, donc à taille humaine, dans lesquelles l'enseignement serait pour certaines disciplines (sciences, langues, géographie) dispensé par

des maîtres ayant une autre activité professionnelle : pourquoi ne pas employer à temps partiel des ingénieurs pour enseigner les maths plutôt que des professeurs vivant en vase clos, dépendant d'une administration incompétente et dont la qualification réelle est fonction de leur aptitude (ou de leur courage) à poursuivre un recyclage problématique.

Faire une telle proposition suppose bien entendu que les professions soient parties prenantes dans l'administration des nouveaux établissements. Nous disons bien les professions et non pas simplement les entreprises. Dans ces conditions, il est indispensable de remettre en question un régime bureau-technocratique qui fait de la rentabilité économique immédiate le seul critère de son action et de combattre le mépris total pour l'homme, réduit à sa seule fonction de producteur (ou plutôt d'appendice de la machine voire du bureau d'études) et de consommateur. En nous battant sur ces thèmes, nous sensibilisons les lycéens sur un point qui les touche directement (l'ineptie des programmes) pour les amener à contester le système social cher au cœur du C.N.P.F. et des deux Georges (Pompidou - Séguin), avant de les faire remonter à la cause du mal, la démocratie.

Il est un autre thème, d'ailleurs intimement lié au premier, qui doit être choisi dans cette perspective pour nos campagnes lycéennes : la réinsertion des unités nouvelles d'enseignement dans le cadre local. L'autre pilier de l'administration scolaire nouvelle doit être (selon les cas) la commune ou la région. Elles seules peuvent éviter que l'enseignement ne soit prisonnier d'un cadre trop étroitement corporatiste et veiller à ce qu'il garde sa fonction de dispensateur d'une culture. Entre autres, les collectivités locales doivent veiller à ce que soit dispensé un enseignement de l'histoire, voire de la langue locale et préserver l'étude des humanités classiques dont le rôle formateur est irremplaçable.

Elles pourraient payer les enseignants chargés de ces disciplines que les professions auraient peut-être tendance à négliger. Il importe de faire comprendre à ceux que notre propagande atteindra les humanités ou l'étude de ce qui touche à la petite patrie constituent un investissement humain qu'il serait ruineux de ne pas faire, étant bien entendu, qu'il ne s'agit pas d'injecter du latin et du grec systématiquement à tout le monde et dans les mêmes proportions, ce qui reviendrait à retomber dans un égalitarisme systématique.

Dans ce combat passionnant contre le lycée actuel, il est une erreur qu'il ne faudrait pas commettre : nous dénonçons un système d'enseignement dans ce qu'il a de sclérosé et d'idéologique, nous ne voulons plus d'établissements scolaires où des professeurs, enfermés dans un ghetto intellectuel, débitent les contre-vérités officielles, marxistes ou libérales ; mais nous ne remettons pas en question la fonction enseignante en tant que telle, bien au contraire ! Nous n'hésitons pas à reconnaître avec Jean Cau que les lycéens ont besoin de modèles et de maîtres à admirer pour constituer leur personnalité. Mais peut-on admirer un enseignant actuel qui, victime du cadre démocratique, jouet entre les mains de l'administration, voit sa personnalité passée au « malaxeur » de la rue de Grenelle ?

En posant ainsi le problème, nous pouvons fédérer le combat des lycéens et celui des enseignants contre le régime démocratique dont le centralisme et le caractère idéologique brisent net toute tentative de réforme... à moins qu'il ne la sabote en instaurant une « participation » illusoire qui reconduit l'Université napoléonienne en l'assortissant de mini-parlements tenus par les mafias politico-syndicales. La faillite du faurisme est d'ailleurs un argument de poids à faire valoir auprès de tous ceux qui, dans l'enseignement secondaire, sont écœurés par l'absurdité d'un système contre nature.

Jean-Pierre LEBEL

**U.N.L.A.C. (union nationale lycéenne d'action corporative)**  
**39, Boulevard Raspail - Paris 7°**

# CRU.

*Les travaux du  
CRU seront publiés  
dans le courant du  
mois de novembre.  
Les commander dès  
maintenant à nos  
bureaux.*

## BON de COMMANDE

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
commande ..... exemplaires des actes  
du C.R.U.

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31